La Commune

Le valet de ses maîtres

Etat espagnol

Force est de constater que le gouvernement Zapatero suit le chemin de son prédécesseur. Dans tous les domaines, en effet, il se retrouve face aux travailleurs et aux peuples. Face aux travailleurs des chantiers navals mobilisés depuis des mois contre la privatisation et dont la lutte s'amplifie sur tous les sites ; contre les mineurs en grève de la faim en Andalousie, où il a décidé la fermeture des mines. Contre les peuples, au Pays basque, où continue la répression policière. Tour d'horizon neuf mois après la chute d'Aznar et la venue au pouvoir du " socialiste " Zapatero.

Malgré la demande de dialogue faite publiquement par la direction de Batasuna, qui vient de proposer pour sortir de l'impasse une " *Alternative pour une solution politique et dialoguée de la question basque* " et sa mise en oeuvre par des voies exclusivement politiques, Zapatero refuse toute discussion, comme il refuse d'ailleurs catégoriquement de revenir sur le pacte antiterroriste signé avec Aznar, qui interdit toute velléité de liberté d'expression et peut être appliqué à toute organisation démocratique sur simple suspicion. Enfin, il vient d'apporter son soutien à la direction du Parti Socialiste français en appelant à voter *oui*à la Constitution européenne, au sujet de laquelle il vient de convoquer un référendum dans l'État espagnol.

Velléités contre l'Église vite ravalées

Zapatero a fait ces derniers temps des déclarations virtuelles sur une éventuelle suppression du financement de l'Église, via l'impôt sur le revenu, alors que le problème réel dans ce domaine n'est autre que celui de la séparation de l'Église et de l'État, seule à même de régler cette situation héritée du féodalisme et que l'État espagnol ne peut résoudre sans ébranler les bases mêmes de la monarchie issue du franquisme sur laquelle il repose. Il a suffi d'ailleurs de quelques agitations de goupillons et de froissements de chasubles, dans les palais épiscopaux, amplifiés par tous les média mettant en avant à grand renfort de chiffres ce que l'État devrait à l'Église pour ses " *oeuvres pieuses* " pour que tout rentre vite dans l'ordre. Au passage, cela a permis d'apprendre que l'État espagnol verse à l'Église apostolique et romaine plus de 6 milliards d'euros par an, somme qu'il faudrait maintenant augmenter afin de poursuivre la politique de privatisation et de libéralisation engagée par le nouveau ministre de l'économie P. Solbes, encensé, faut-il le dire, par les mêmes milieux cléricaux. Soulignons que les écoles et les lycées dépendants des différents ordres religieux accueillent plus d'élèves en Espagne que le système public, au sein duquel la religion est quand même enseignée. Tout cela fut d'ailleurs ratifié en son temps par le gouvernement socialiste de Felipe González ; et Zapatero, pour qu'il n'y ait aucun doute quant à ses intentions, déclare qu'il " *n'y a aucune prévision de changement des accords fondamentaux passés avec l'Église catholique* ". Cela remet donc bien les pendules à l'heure du régime monarchique et met fin à la polémique avec les évêques, qui n'en demandaient pas plus.

Zapatero demande pardon à Bush

Neuf mois après son retour au gouvernement, le PSOE renoue donc très vite avec les vieilles habitudes prises en 1982, lors de son premier passage aux commandes de la monarchie. Une fois passés les effets du retrait des troupes d'Irak, il essaie de faire pardonner son " audace " en multipliant les ambassades et les messages auprès de Bush. Il se comporte, là aussi, en digne successeur d'Aznar dans son rôle de valet de l'impérialisme américain. À ce sujet, l'éditorial du journal El País du 26 novembre est éloquent : " *Le roi Juan Carlos est le meilleur ambassadeur de l'Espagne auprès de Bush. [...] Il a apporté à Crawford un message, constructif sans nul doute, du président Zapatero. [...] La recomposition des relations entre l'Espagne et les États-Unis doit s'inscrire dans un plus grand désir européen de collaborer avec Washington, en particulier au Proche Orient.[...] Les troupes espagnoles ont contribué au succès des élections en Afghanistan et elles sont à Haïti. Le gouvernement américain, pour la guerre en Irak et d'autres besoins, utilise toujours les bases de Rota et de Morón. La véritable sagesse doit prévaloir.* ". Tout cela alors que le Wall Street Journal augure " *quatre années ténébreuses pour la péninsule ibérique* " si Zapatero ne revient pas sur le mandat populaire exigé pour son élection, à savoir le retrait inconditionnel des troupes, et s'il ne vient pas à bout de l'hostilité des masses à l'égard de l'impérialisme US. Que fera donc Zapatero pour s'en sortir ? Et d'ailleurs, peut-il s'en sortir ?

Modifié le jeudi 23 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie État Espagnol

« L’irruption d’un mouvement de masse mené par la classe ouvrière est nécessaire

L’Espagne, tout comme la France, subit de plein fouet crise économique et épidémique. Quelle est la situation du pays, du point de vue économique, politique social, quatre ans après la... »

Où vont les Anticapitalistes de Podemos ?

Les anticapitalistes en Espagne sont, comme en France le NPA, issus de la crise du Secrétariat unifié 1 . Ce n'est qu'en 2014, après d'autres crises internes qu'ils ont intégré Podemos à... »

Pactes, corruption et lutte des classes

Les forces centrifuges ne cessent d'agiter l'État espagnol. Pour y faire face, les tribunaux de la monarchie tournent à plein régime, comme en Catalogne, où les affaires font la une des médias :... »

Institutions en crise et nationalités

Tout comme 2015, l'année 2016 s'achève dans la crise des institutions issues du franquisme. Les problèmes non résolus débouchent sur des Cortes croupions très polarisées, révélant... »

À l’épreuve du pacte P.P – P.S.O.E

À peine investi, grâce à l'appui du Partido socialista obrero español (PSOE), le gouvernement minoritaire du Partido Popular (PP) se dispose à faire les réformes exigées par l'Union... »

Crise de la Monarchie espagnole : La brèche

La crise politique de l'État espagnol monte d'un cran avec l'investiture du président sortant, Mariano Rajoy, grâce à l'abstention de soixante-huit députés du Parti socialiste ouvrier espagnol... »